

26^e Assemblée générale de l'Association parlementaire Ontario-Québec

RAPPORT D'ACTIVITÉ

(mise à jour : 2022-06-02)

ACTIVITÉ

Délégation de l'Assemblée nationale pour les relations avec l'Ontario (DANRO)
Québec
31 mars au 2 avril 2022

DÉLÉGATION QUÉBÉCOISE

- M. François Paradis, président de l'Assemblée nationale du Québec (ANQ)
- M. Mathieu Lévesque (Chapleau), vice-président de la DANRO
- M. David Birnbaum (D'Arcy-McGee), vice-président de la DANRO
- M^{me} Claire IsaBelle (Huntingdon)
- M. Siegfried Peters, secrétaire général
- M. François Arsenault, secrétaire général adjoint aux affaires parlementaires
- M. Pascal Beausoleil, directeur adjoint du cabinet du président
- Conseillère en relations interparlementaires et internationales
- Conseillère au protocole

DÉLÉGATION ÉTRANGÈRE/AUTRES PARTICIPANTS

- M. Ted Arnott, président de l'Assemblée législative de l'Ontario
- M. Guy Bourgoin (Mushkegowuk – Baie James)
- M^{me} Laurie Scott (Haliburton – Kawartha Lakes – Brock)
- Chef du protocole et des services aux visiteurs
- Coordinatrice des relations interparlementaires

CONTEXTE

L'Association parlementaire Ontario-Québec (APOQ) a été créée en 1991 et se réunit de façon annuelle en alternance au Québec et en Ontario. Elle vise les échanges et le partage des bonnes pratiques sur des enjeux communs entre les deux assemblées.

La dernière assemblée générale de l'APOQ avait eu lieu à Toronto en avril 2019. La 26^e assemblée générale devait initialement se tenir au printemps 2020 à Québec, mais elle a dû être reportée en raison de la situation pandémique. Une réunion intersessionnelle en format virtuel sur le thème de l'exploitation sexuelle des mineurs et la traite des personnes a toutefois été organisée en avril 2021.

OBJECTIFS ET RÉSULTATS

Présenter les moments significatifs de l'actualité politique québécoise au cours des derniers mois et s'enquérir des récents enjeux de l'actualité politique et parlementaire en Ontario.

- Plusieurs thèmes d'actualité ont été abordés lors d'échanges libres. L'évolution de la situation pandémique au Québec et en Ontario, les mesures sanitaires adoptées par les deux gouvernements ainsi que le fonctionnement des deux assemblées dans le contexte de la COVID-19 ont été discutés. Ont également été évoquées les questions du coût de la vie et de l'inflation, du prix des logements et des propriétés, de l'accès aux soins de santé, de la pénurie de main-d'œuvre, de l'accessibilité des services Internet en région, etc.
- En outre, les députés québécois ont mentionné plusieurs mandats ayant ponctué le travail parlementaire au cours des derniers mois, notamment la Commission spéciale sur l'évolution de la Loi concernant les soins de fin de vie, la création du tribunal spécial en matière de violences sexuelles et conjugales, la modernisation du régime de santé et de sécurité au travail de même que l'adoption d'un projet de loi proclamant la Journée nationale de la promotion de la santé mentale positive. Les parlementaires ont également souligné l'instauration d'une journée québécoise de la Francophonie canadienne le 22 mars de chaque année, journée d'anniversaire de l'écrivaine franco-manitobaine Gabrielle Roy.
- Enfin, les deux délégations ont discuté des élections législatives à venir en Ontario et au Québec et du travail à accomplir en fin de législature. Les Ontariens sont appelés aux urnes le 2 juin alors que les élections québécoises sont prévues le 3 octobre.

Poursuivre les efforts pour participer à la lutte contre l'exploitation sexuelle des mineurs et la traite des personnes en favorisant le partage d'expériences dans le cadre d'une séance de travail spécifique, conformément à l'engagement pris par les parlementaires lors de la réunion intersessionnelle virtuelle d'avril 2021.

- L'après-midi du 1^{er} avril a été entièrement consacré à la thématique de l'exploitation sexuelle des mineurs et la traite des personnes. Une séance de travail de près de deux heures et demie a permis de riches discussions des parlementaires québécois et ontariens avec trois expertes invitées, à savoir :
 - M^{me} Geneviève Quinty, directrice du Projet Intervention Prostitution Québec (PIPQ), un organisme communautaire de la ville de Québec qui, depuis 1984, assure, par la prévention et l'intervention, un accompagnement personnalisé dans la trajectoire des personnes qui sont actives, l'ont déjà été ou sont à risque de se retrouver dans une dynamique prostitutionnelle ou d'exploitation sexuelle;
 - M^{me} Maria Mourani, criminologue et sociologue, présidente de Mourani-Criminologie, très engagée sur les questions de la traite des personnes et de la protection des victimes d'exploitation sexuelle à travers le volet juridique, mais également sur le plan de la recherche;
 - M^{me} Geneviève Lamothe, directrice de la coordination ministérielle et des affaires autochtones au ministère de la Sécurité publique, qui a pu présenter le plan d'action gouvernemental du Québec pour lutter contre l'exploitation sexuelle.
- Les expertes invitées ont brossé un portrait de la situation actuelle du proxénétisme au Québec et des actions menées depuis 2020 pour contrer ce fléau. M^{me} Quinty a présenté différents projets de prévention et d'intervention actuellement en cours au sein de son organisme, projets visant au développement identitaire positif des jeunes à risque et misant sur l'intervention dans les milieux de vie. M^{me} Mourani a quant à elle évoqué son travail de formation et de conseils auprès des enseignants et des parents et a mis de l'avant ses projets de recherche en lien avec les réseaux sociaux. Enfin, M^{me} Lamothe a mis en lumière les actions menées par le gouvernement pour contrer le fléau, notamment les campagnes de sensibilisation, les tables de concertations régionales, les formations offertes aux intervenants de première ligne et aux acteurs du milieu touristique, les efforts de répression des proxénètes et des clients, ainsi que l'accompagnement des victimes. Les expertes ont également pu répondre aux nombreuses questions des parlementaires, lesquels ont pu grandement bénéficier de l'expérience et du regard terrain des expertes.
- Parallèlement, les parlementaires québécois ont eu l'occasion de rappeler le travail accompli par la Commission spéciale de l'Assemblée nationale sur l'exploitation sexuelle des mineurs qui a déposé son rapport en décembre 2020 et sur lequel s'appuie le plan d'action gouvernemental du Québec. Ils ont également mis en lumière le travail réalisé pour l'adoption du projet de loi 92 créant un tribunal spécialisé en matière de violences sexuelles et conjugales.

- Les parlementaires ontariens ont, pour leur part, rappelé la stratégie ontarienne de lutte contre la traite des personnes 2020-2025 et ont souligné la mise en ligne par le gouvernement ontarien d'un [site Web](#) consacré à la traite des personnes et ciblant plusieurs ressources disponibles pour les victimes, mais également l'entourage des potentielles victimes.
- De plus, une visite a été organisée au SQUAT Basse-Ville, un organisme communautaire de la ville de Québec qui travaille auprès des adolescentes et adolescents en fugue. Les parlementaires ont pu apprécier le travail essentiel effectué par l'organisme auprès de jeunes en difficulté et échanger avec les intervenantes présentes sur les enjeux et les défis que représente le fléau du proxénétisme pour les jeunes en situation vulnérable.

AUTRES RÉSULTATS

Un entretien a été organisé entre le président de l'Assemblée nationale et son homologue de l'Assemblée législative de l'Ontario. Cet entretien a permis de réitérer la volonté des deux parlements de poursuivre leurs collaborations et leurs échanges. Les deux présidents ont également discuté des dernières évolutions de la situation pandémique au Québec et en Ontario, de la tenue en 2022 des élections générales ontariennes et québécoises ainsi que de la modernisation des institutions parlementaires. Le président a notamment mis de l'avant le chantier de la Table citoyenne, le projet de réforme parlementaire et le projet de la Cité parlementaire.

STATISTIQUES



SUIVIS

La prochaine assemblée générale de l'APOQ aura lieu en 2023 en Ontario.



DÉPENSES

Transport	1 980,49 \$
Restauration	4 059,04 \$
Hébergement	0 \$
Interprétation	2 850,00 \$
Divers	819,41 \$
TOTAL	9 708,94 \$

Ce rapport a été approuvé par les participants.